



La Via Campesina

Secretaria operativa/ Operative secretariat: Jln. Mampang Prapatan XIV No. 5 Jakarta Selatan 12790
Tel/fax: +62-21-7991890/+62-21-7993426 Email: viacampesina@viacampesina.org
Website :<http://www.viacampesina.org>

*International farmers movement
Movimiento campesino internacional
Mouvement paysan international
Gerakan petani dunia*

Appel pour le 17 avril : journée internationale des luttes paysannes

Refusons les politiques néolibérales ! Construisons la souveraineté alimentaire!

Le 17 avril est la journée internationale des luttes paysannes, instaurée lors de la seconde Conférence internationale à Tlaxcala (Mexique), suite au massacre de 19 paysans sans terre du Mouvement des Sans Terre (MST) au Brésil le 17 avril 1996.

Pour marquer la journée internationale des luttes paysannes, La Via Campesina et ses alliés organisent des mobilisations et actions dans le monde entier. Les paysans et leurs amis se mobiliseront autour des revendications suivantes :

1. Les négociations de l'OMC ne doivent pas reprendre.

Nous souhaitons que l'OMC ne sorte pas de l'état léthargique dans lequel elle est entrée en juillet 2006. Avec les politiques prônées par l'OMC, les crises alimentaires, agricoles et des agricultures familiales se sont approfondies dans chaque coin du monde.

Nous appelons les organisations paysannes et les mouvements sociaux à presser leurs gouvernements de mettre un terme à l'Agenda de Doha dit du développement. En réalité, il n'y aura aucun développement possible tant que les pays seront mis en compétition les uns avec les autres pour s'accaparer des parts de marché alimentaire et agricole.

En opposition l'agenda de Doha pour le développement, les paysans, les pêcheurs, les pastoralistes, les travailleurs de la terre, les femmes, la population dans son ensemble exigent la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire. Nous appelons les organisations paysannes et les mouvements sociaux à promouvoir auprès de leurs gouvernants des alternatives en termes de commerce et de systèmes de production, basées sur le respect de la souveraineté alimentaire et placées hors du cadre de l'OMC.

2. Bloquons les accords de libre-échange (ALE) et les accords de partenariat économique (APE) concernant l'alimentation et l'agriculture.

Les ALE et les APE sont juste un nouvel avatar de la libéralisation, destinée à l'accélérer malgré le blocage des négociations à l'OMC. Ces accords ne sont pas une alternative à l'OMC, mais bien l'autre côté d'une même lame pointue, celle du néolibéralisme.

La souveraineté alimentaire, qu'est-ce que c'est ?

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération. Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteurs locaux.

La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et fait primer une agriculture paysanne et familiale, une pêche traditionnelle, un élevage de pasteurs, ainsi qu'une production, distribution et consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique. La souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent qui garantisse un revenu juste à tous les peuples et les droits des consommateurs à contrôler leurs aliments et leur alimentation. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer nos terres, territoires, eaux, semences, bétail et biodiversité soient aux mains de ceux et celles qui produisent les aliments.

La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales, sans oppression et inégalités entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations. (extrait de la *Déclaration finale de Nyeleni 2007*, Forum pour la Souveraineté Alimentaire, Selingué, Mali, février 2007).

Les accords bilatéraux et de partenariat devraient être construits entre les paysans et l'ensemble de la population et basés sur le principe de solidarité. Les relations de solidarité entre les peuples créeront de la fraternité, là où les accords de libre-échange ouvriront la voie aux entreprises transnationales qui détruiront les économies locales.

3. Finissons-en avec le modèle colonial de la monoculture.

L'Histoire montre que l'exploitation de la richesse agricole des autres pays passe généralement par la systématisation de pratiques monoculturelles. Ce système a été celui porté par le modèle colonial de production dont les acteurs ne cherchaient qu'à obtenir des produits de base en grandes quantités et au meilleur marché possible. Ce système monoculturel ne tient pas compte des conséquences pour la terre et ses travailleurs. Il conduit à la destruction de l'environnement et à l'esclavage.

Encore aujourd'hui, les systèmes de production basés sur la monoculture contribuent à exploiter les hommes, les femmes et à détruire l'environnement. Ils induisent une sur-production, conduisant à des pratiques de dumping sur les marchés agricoles à l'origine de la déstructuration des paysanneries.

Nous pressons l'ensemble des gouvernements d'en finir avec les pratiques monoculturelles et de permettre le développement d'une agriculture durable qui s'appuie sur l'agriculture familiale, respecte des pratiques écologiques ou agro-écologiques et produit des aliments sains et nutritifs.

4. Opposons-nous aux politiques de la Banque mondiale concernant le développement rural et les questions agraires.

La Banque mondiale continue d'imposer des politiques qui promeuvent la privatisation de la terre, de l'eau, des services publics, des semences, etc. A cause de ces politiques, paysans et communautés rurales sont expulsés de leurs terres, perdant leurs moyens de subsistance, tandis que les grandes entreprises s'accaparent les ressources mondiales.

Dans la pratique, ces politiques bénéficient souvent de la terminologie de « réforme agraire » (la fameuse « réforme agraire assistée par le marché » de la Banque mondiale).

Nous appelons les membres de nos organisations à ne pas se laisser illusionner par ces politiques néolibérales mais à continuer de combattre en faveur d'une véritable réforme agraire qui garantit aux communautés leurs droits d'accès et d'usage des terres, territoires, eaux et biodiversité biologique.

Plutôt que d'écouter les instructions de la Banque mondiale et du FMI, les gouvernements devraient travailler avec leurs populations en faveur d'une véritable justice sociale.

5. Refusons la politique de domination du G8 !

Les pays membres du G8 ne représentent que 13,5 % de la population mondiale, pourtant ils contrôlent 62,6 % de l'économie mondiale. Ils dessinent l'ordre mondial (en termes d'économie, de développement, de conflits, d'environnement...) selon un schéma qui affecte chaque être humain. L'ordre mondial qu'ils encouragent nous conduit à une situation telle que le nombre de personnes qui souffrent de la faim est passé de 840 à 854 millions en 2006 tandis qu'un petit groupe de milliardaires a vu son capital doublé, passant de 16 à 33 milliards de dollars.

A quelques mois du sommet du G8 qui se tiendra en juin en Allemagne, nous dénonçons ces politiques prônées par les gouvernements des pays membres du G8 en vue de maintenir leur pouvoir et de protéger les intérêts des grandes entreprises, au détriment de la grande majorité de la population mondiale.

REJOIGNEZ LES ACTIONS ORGANISEES POUR LE 17 AVRIL

- plus d'informations sur www.viacampesina.org

1. Vous pouvez organiser des débats publics, des ateliers, des discussions, des séminaires, des événements culturels et des marches en faveur de la souveraineté alimentaire, alternative au modèle néolibérale. Vous pouvez vous appuyer sur les conclusions de Nyeleni 2007, le Forum pour la souveraineté alimentaire (Mali, février 2007), afin de diffuser l'information et de vous assurer que les principes de la souveraineté alimentaire sont appliqués dans votre pays. Invitez les représentants des institutions officielles, les universitaires et les mouvements sociaux à se joindre à vous.
2. Prenez part à la journée mondiale d'action et de mobilisation du 19 avril pour bloquer les négociations des APE entre l'UE et les pays ACP.
3. Rejoignez la campagne contre les déserts verts !
4. La Via Campesina, avec de nombreux autres mouvements sociaux, prendra part aux mobilisations contre le sommet du G8 qui se tiendra à Rostock, en Allemagne, les 2 et 3 juin, pour réaffirmer que des politiques alternatives sont possibles. Nous appelons à rejoindre la mobilisation anti-G8 à Rostock.

La Via Campesina appelle toutes ses organisations membres à préparer et organiser des activités, des événements et des actions à l'occasion du 17 avril. Nous invitons tous les membres de la Via Campesina à commémorer cette journée sur les fermes avec leurs communautés et leurs organisations dans leurs villages, leurs régions, leurs pays.

Nous appelons également les autres mouvements sociaux à célébrer cet événement.

Merci de nous tenir informés des activités que vous envisagez. Nous publierons la liste des actions et mobilisations sur notre site Internet. Si vous souhaitez plus d'information, merci de prendre contact avec :

Secrétariat exécutif international de La Via Campesina (contact : Tejo Pramono)

Jln. Mampang Prapatan XIV no. 5 Jakarta 12790 Indonésie.

Tel : +62-21-7991890 ; fax : +62-21-7993426 ; courriel : viacampesina@viacampesina.org

Et/ou rejoignez la liste de diffusion du 17 avril en envoyant un message « blanc » à viacam17april-subscribe@yahogroups.com

Ou avec vos délégations régionales :

Afrique (Isabelle Dos Reis)

Maputo - Mozambique

Tel/Fax : (+258) 2132 7895

Email: vcafrica@tv cabo.co.mz

Caraïbes (Francisca Peguero)

Av Independencia No 1063, Zona Universitaria, Distrito Nacional, Apdo Postal 905-2, Feria. Tel/Fax: 00-1-809 686 7517 Fax: +1-809-682 0075

Email: conamuca@verizon.net.do

Amérique Centrale (Wendy Cruz)

Colonia Alameda, 11 Avenida (Alfonso Guillen Zelaya), entre 3 y 4 Calles, Casa 2025, Apartado Postal 3628 Tegucigalpa, M.D.C. – Honduras, C.A. Tel/fax:+5042359915/

+5042324679. Email: wendy_cruz_s@yahoo.com

Amérique du Nord (Jessica Roe)

110 Maryland Ave., N.E. Suite 307 Washington , DC 20002 - USA email: jroef@nffc.net

Asie du Sud-est et de l'Est (Irma Yanni)

Jln. Mampang Prapatan XIV No. 5 Jakarta Selatan, Jakarta 12790 Indonesia Phone : +62-21-7991890 Facs : +62-21-7993426 Email: petani@indosat.net.id

Europe (Morgan Ody)

Rue de la Sablonnière 18

B - 1000 Bruxelles - Métro: Madou

tel + 32 2 2173112 fax: + 32 2 2184509

e-mail: morganody@yahoo.fr

Amérique du Sud (Rita Zanotto)

Alameda Barao de Limeira, 1232 - 01202-002 - Sao Paulo - SP – Brasil Phone - 61 3325 3909

Email: lavia.campesina@gmail.com

Asie du Sud (Gayathri Girrish)

Email : gayathri_krrs@yahoo.co.in